

Mario Albertini

Tutti gli scritti

V. 1965-1970

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

Pour un programme d'action

Premières remarques pour la discussion

au sein du Comité central

1) *Nécessité d'un programme à moyen terme (environ deux ans).*

Faute de ce programme, il ne peut y avoir développement du Mfe.

Dans l'incertitude sur ce qu'il faut faire et sur les résultats qu'on peut atteindre, il n'y a pas de formation de volonté, donc pas de disposition à s'occuper de sa propre section fédéraliste, de son influence dans la ville où elle est implantée, du recrutement etc.

Il va de soi qu'on ne dépasse pas l'incertitude en montrant que l'Europe est plus que jamais nécessaire. On ne la dépasse qu'en montrant que cette Europe nécessaire est aussi possible, ce qui revient à dire que des actions existent pour la rapprocher, et qu'il s'agit de les entreprendre. Pour ce qui est du Mfe, il s'agit de montrer qu'il a une action propre à mener, et que cette action le concerne dans son ensemble.

Les circonstances historiques du Congrès de Turin lui ont empêché de formuler un programme d'action à moyen terme. Il faut que le Cc, sur la base de la résolution de Turin, l'établisse le plus vite possible, sous peine de voir les sections passer de l'immobilisme pour manque de perspectives à la sclérose et à la disparition. Nous avons, grâce au dévouement de beaucoup de militants, un certain nombre de sections actives. Il faut les rendre toutes actives, et même en créer de nouvelles.

Bien entendu, on ne peut pas établir un programme d'action sur le vide. Il s'agit d'identifier le noyau politique à exploiter, et la façon de l'exploiter. La crédibilité du programme, et donc sa capacité d'engager des hommes, reposent sur cette base.

2) *Un nouveau facteur politique.* C'est évident que la situation politique de nos Etats va changer. Ils étaient conditionnés par des marchés nationaux en train de se rapprocher. Dorénavant, ils seront conditionnés par le début d'une économie européenne. C'est ici que se trouve le noyau politique à exploiter.

Si on l'analyse, on trouve: a) que l'intégration économique, à moins d'événements exceptionnels, est irréversible. Il n'existe pas, à l'heure actuelle de force politique en mesure de faire le chemin du Marché commun à l'envers dans le but de rétablir les marchés nationaux, b) que, dans la mesure où l'on peut considérer, au sein de cette intégration, l'Europe agricole comme acquise, c'est un début d'union économique qui doit être considéré comme une donnée permanente de la vie politique, des prochaines années, c) qu'il ne sera pas facile de stabiliser la situation politique qui va se produire, compte tenu du fait qu'un début d'union économique ne peut ne pas manifester la tendance à s'étendre à tous les autres secteurs de l'économie (c'est ce que, vu du point de vue national, on appelle «harmonisation» Pompidou: harmonisation des politiques en matière de fiscalité, d'énergie, de transports, des droits de société, etc., mais il va de soi qu'il s'agit là de matières de gouvernement, non d'harmonisation), d) qu'en elle-même cette tendance ne peut qu'affaiblir les pouvoirs nationaux à l'avantage d'un pouvoir européen de fait.

Il faut en outre, bien entendu, garder présent à l'esprit que l'évolution de la politique internationale, dont les problèmes assument de plus en plus pour les européens une dimension européenne autonome, est de nature à faciliter le déplacement de la volonté politique des cadres nationaux au cadre européen.

Le système des pouvoirs nationaux semble, pour l'instant, encore assez fort pour contrecarrer la tendance déchaînée par l'intégration économique. Mais il y a un point faible dans la chaîne, pour des raisons à la fois positives et négatives: l'Italie. Pour exploiter la situation, il faut donc ouvrir un front principal en Italie et des fronts secondaires partout.

3) *Le programme d'action.* Faire campagne en Italie pour l'élection directe unilatérale des délégués au Parlement européen. Associer en Italie à cette campagne des forces européennes. En dehors de l'Italie, poser partout le problème par le Front et tout autre liaison, et mener des recensements pour établir, sur cette base, un contact avec la population.

Cette campagne, qui devrait en Italie faire boule de neige car les résistances ne sont pas très fortes, pourrait arriver à son comble après les élections politiques italiennes du printemps 1968.

Si la bataille est gagnée, ses répercussions sur les partis allemands, l'opposition française, les autres forces des Six Pays,

sur Londres, New York, Moscou, l'Europe orientale, etc., seraient très importantes.

Il va de soi qu'une élection européenne, même dans un seul pays, serait de nature à poser avec clarté à n'importe qui la contradiction démocratique, politique et économique entre le maintien des pouvoirs nationaux exclusifs et l'économie européenne, en d'autres termes de nature à matérialiser dans un fait visible la logique fédéraliste.

Si, au contraire, la bataille est perdue, nous aurions tout de même rallié pas mal de forces nationales, renforcé le Mfe et acquis dans beaucoup de villes, par le recensement, la capacité d'encadrer directement la population. Nous serions donc prêts, pour la fin 1968 ou le début 1969, à organiser le même jour, dans un nombre suffisant de villes, des élections primaires (type Congrès du peuple européen) pour revendiquer la démocratisation de la Communauté économique, et cela dans une situation mûre pour cette revendication, c'est-à-dire avec la possibilité d'en faire un véritable acte politique.

Dattiloscritto allegato alla circolare del Segretario generale del Mfe sovranazionale del 19 maggio 1967 in vista della discussione al Comitato centrale.